

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION

1. Identification de l'entreprise

Nom complet de l'entreprise

Numéro de client à l'AMP

2. Déclaration

Vous pouvez joindre des pièces justificatives lors de la transmission de votre demande.

2.1 Avez-vous des changements à apporter aux liens d'affaires de votre entreprise ?

Ex. : ajout d'une administratrice, modification de l'adresse résidentielle d'un dirigeant, retrait d'une actionnaire ou d'un associé, changement de personne répondante, etc.

Oui Non

Si oui, veuillez indiquer la nature des changements :

2.2 Au cours des cinq dernières années, votre entreprise a-t-elle fait l'objet d'une ordonnance du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs en vertu d'une loi qu'il est chargé d'appliquer ?

Oui Non

Si oui, joignez à votre demande les documents pour chaque ordonnance.

2.3 Avez-vous d'autres informations ou d'autres modifications à nous transmettre ?

Ex. : changement du nom de l'entreprise, fusion, informations sur une poursuite civile, criminelle ou pénale, etc.

Oui Non

Si oui, veuillez fournir des détails :

Nom complet de la personne répondante

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

3. Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans la présente demande sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP) et de ses règlements, et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1).

Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.1 de la LCOP avant d'accorder l'autorisation demandée, ainsi qu'en tout temps pendant la durée de validité de l'autorisation.

Il est obligatoire de remplir entièrement la demande et d'y inscrire les renseignements demandés. Si elle est incomplète ou que la personne signataire refuse de fournir les renseignements demandés, l'AMP pourrait rejeter la demande.

4. Signature

- ▶ Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés du présent formulaire et que tous les renseignements présentés dans le présent formulaire sont véridiques et complets.
- ▶ J'autorise l'AMP à transmettre les renseignements obtenus à ses partenaires pour que ceux-ci effectuent les vérifications nécessaires afin que l'AMP puisse examiner l'intégrité de l'entreprise visée par la déclaration, le tout en application de la LCOP.
- ▶ Dans le contexte de l'analyse de la demande, je consens à ce que l'AMP communique à l'entreprise ou à sa personne répondante les résultats de ses vérifications ou celles de ses partenaires, incluant toutes informations concernant l'individu ou l'entreprise visés par cette déclaration, qui affectent l'intégrité de l'entreprise.
- ▶ Je comprends qu'en vertu des articles 27.5 et 27.13 de la LCOP, quiconque aide une personne à faire ou fait une déclaration fautive ou trompeuse à l'AMP dans le but que l'entreprise demanderesse obtienne, renouvelle ou conserve une autorisation commet une infraction et est passible d'une amende.



Avant de signer, vérifiez les informations inscrites jusqu'ici, car vous ne pourrez plus les modifier par la suite.

Nom complet de la personne répondante

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

5. Consentement additionnel (entreprises étrangères)

Si l'entreprise n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et qu'elle n'a pas son siège social ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités dans cette province, le consentement suivant est demandé :

- ▶ Je consens à ce que l'AMP et ses partenaires communiquent hors du Québec les renseignements fournis ici à tout corps de police local ou source locale d'informations, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement concernant certaines modalités d'application du chapitre V.1 de la Loi sur les contrats des organismes publics relatif à l'intégrité des entreprises*, et qu'ils reçoivent tout renseignement nécessaire à ces vérifications. La localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom complet de la personne répondante

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

6. Paiement des frais

Les frais exigibles sont de **270 \$** par demande renouvellement. Ces frais ne sont pas remboursables et doivent avoir été acquittés pour que votre demande passe en traitement.

Veillez fournir les informations suivantes :

Nom complet de la personne à contacter pour le paiement

Téléphone

Veillez indiquer le mode de paiement :

Carte de crédit (recommandé)

 Visa

 Mastercard

 American Express

Chèque (à l'ordre de l'Autorité des marchés publics)

7. Documents complémentaires à fournir

Veillez joindre au présent formulaire, dûment rempli et signé, les documents suivants.

- **Les états financiers audités du dernier exercice financier de l'entreprise ou, minimalement, un rapport de mission d'examen sur les états financiers du dernier exercice (les avis au lecteur et les missions de compilation ne sont pas acceptés).**
- Un organigramme indiquant la structure de l'entreprise et comprenant, s'il y a lieu, le nom des filiales de l'entreprise, le nom de sa société mère ainsi que le nom des filiales de cette société (veuillez indiquer les liens entre les entreprises).
- Une attestation fiscale ou un document équivalent provenant du pays ou de la province d'origine de l'entreprise démontrant qu'elle n'est pas en défaut d'avoir produit les déclarations (taxes, impôts, etc.) requises en vertu des lois fiscales et qu'elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit des autorités en place.
- Si applicable, une attestation de Revenu Québec qui n'a pas été délivrée plus de 30 jours avant la date de dépôt de la présente demande.
- Une lettre signée par la personne répondante ou un(e) dirigeant(e) de l'entreprise déclarant qu'au cours des cinq dernières années, l'entreprise n'a pas été :
 - Poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue ou de nature similaire à celles prévues à l'Annexe 1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP), au Canada ou à l'étranger.
 - Poursuivie ou déclarée coupable de toute infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires, au Canada ou à l'étranger.
- Les mesures de gouvernance et de contrôle existant au sein de l'entreprise (code d'éthique, comité de gouvernance, programme de formation, etc.), le cas échéant.

8. Transmission de votre demande

Si vous payez les frais par carte de crédit (recommandé)

Transmettez ce formulaire et les documents requis par courriel : autorisation@amp.quebec

Nous contacterons la personne identifiée à la section 6 pour le paiement.

Si vous payez les frais par chèque

Transmettez ce formulaire, les documents requis et votre chèque par la poste :

Autorité des marchés publics
525, boul. René Lévesque Est, 1^{er} étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9

Pour toute question : 1 888 335-5550